Le Groupe public crée une nouvelle filière

MADAR se lance dans la production de sucre

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5852 - Mardi 14 mars 2023 – Prix : 10 DA

Conférence de presse de Abdelhakim Serrar, président du CA de la SSPA «Green Eagles»

«La venue de Sonelgaz nous donnera des ailes»

Page 15

Visite du président ougandais

Museveni souligne le rôle de l'Algérie dans la libération économique de l'Afrique

Page 2

Faillite de SVB, la peur de la contagion

Par Mohamed Habili

La faillite de la Silicon Valley Bank, jusque-là la 16e banque américaine, est la deuxième plus grande faillite bancaire de l'histoire des Etats-Unis depuis celle de Washington Mutual survenue au début de la crise des subprimes en 2008, qui s'était vite développée en crise financière mondiale. Mais en 2008, ce n'est pas la faillite de Washington Mutual, une banque commerciale de facture classique, qui a le plus retenu l'attention, mais celle de Lehman Brothers, une banque d'investissements de tout premier plan, symbole à elle seule des mutations intervenues dans le système bancaire. Il se trouve que celle qu'on n'appelle plus que par ses initiales SVB, un établissement qui de son vivant n'était pas une célébrité comme Lehman Borthers, non plus n'était pas une banque comme une autre, quoiqu'elle soit en ce qui la concerne une véritable banque commerciale, la réception des dépôts et l'octroi des crédits constituant l'essentiel de son activité. Sa particularité tenait au fait qu'elle s'était spécialisée dans le financement des startup technologiques et autres entreprises vouées à l'innovation, dans le domaine du vivant et celui du climat. Sa réputation était grande dans ces secteurs de l'économie, aux Etats-Unis bien sûr mais également ailleurs, en Grande-Bretagne notamment.

Suite en page 3

Aspirant à connecter 6 millions de familles d'ici fin 2024

Le ministre de la Poste : «1 400 zones sont sans internet»

Ph/D. R.

«Selon le bilan du comité créé pour recenser les zones qui n'ont pas encore d'Internet, 1 400 zones ont été enregistrées», a indiqué le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, ajoutant que «d'ici la fin 2024, 6 millions de foyers algériens seront raccordés au réseau de connexion internet fixe». Page 3

Fête de l'olivier d'Ath Zaïm (Maatkas) du 15 au 18 mars

Près d'une centaine de participants venus de 13 wilayas attendus

Page 16

Après la faillite de SVB

Pétrole : les cours reculent dans un marché nerveux

Page 3

Le Groupe public crée une nouvelle filière

MADAR se lance dans la production de sucre

■ *Le Groupe Madar Holding a créé une nouvelle filière pour le raffinage, la production et la commercialisation du sucre. Son entrée en production est prévue au dernier trimestre 2023.*

Par Louisa A.R.

D'après la même source, cette nouvelle société dénommée Tafadis est officiellement constituée depuis dimanche, à l'issue d'une Assemblée générale constitutive, à laquelle a participé le P-DG du Groupe et des membres du Conseil d'administration. «*L'Assemblée générale constitutive de la société sucrière par actions, dénommée Tafadis, s'est tenue ce dimanche au siège de Madar-Holding, à Alger, en présence notamment de son président-directeur général, Amara Charaf-Eddine et des membres du Conseil d'administration de l'entreprise créée*», indique le Groupe dans un communiqué. La même source précise : «*Membre du gGoupe Madar, la société Tafadis est donc constituée à partir du 12 mars 2023, et a pour objet le raffinage, la production et la commercialisation du sucre. Son siège social est situé à Larbâatache, dans la wilaya de Boumerdès. Son capital de départ a été fixé à 10 milliards de dinars*». «*M. Ahmed Drai a été nommé directeur général de Tafadis et élu président du Conseil d'administration par ses membres réunis à cet effet*», indique la même source, qui ajoute que «*Tafadis, dont la date d'entrée en production est fixée au dernier trimestre de l'année en cours, conformément au planning de mise en place de l'outil de production, emploiera à son lancement 1 200 salariés*». «*Le P-DG de Madar-Holding a précisé que Tafadis provient de la racine ''afdhess'' qui signifie, selon ses différentes déclinaisons régionales, briser, fendre, casser, concasser, pulvériser, broyer à l'aide d'un marteau ou d'un martelet. La racine ''afdhess'' a donné naissance à «thafdhist», le marteau. C'est un objet culturel symbolique de la civilisation du sucre dans notre pays et dans son prolongement sahélien. C'est en quelque sorte ''le bijou du sucre'', selon la formule de M. Amara Charaf-Eddine*», conclut le communiqué. 1 200 salariés sont d'ores et déjà recrutés. En janvier dernier, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, avait indiqué que l'entrée en production effective du projet de cette raffinerie de sucre «*permettra à l'Algérie de consacrer son autosuffisance en sucre, avant de procéder à l'exportation du surplus de production en la matière*». Zeghdar avait également affirmé que le Groupe Madar a réalisé des «*expériences concluantes*» dans le Grand Sud, pour approvisionner cette usine en matière première, grâce à la culture de la betterave sucrière qui constituera sa matière première. La capacité de production prévisionnelle de cette usine, s'étendant sur une surface de 14 ha, extensible à l'avenir, est de 2 000 tonnes/jour de différents types de sucre.

Ph/D. R.

L. A. R.

Visite du président ougandais

Museveni souligne le rôle de l'Algérie dans la libération économique de l'Afrique

Le président de la République de l'Ouganda, Yoweri Museveni, a mis en avant, hier à Alger, les potentialités et les atouts de l'Algérie dans «*la libération économique*» de l'Afrique à travers la consolidation de la coopération interafricaine, au même titre que sa contribution, jadis, à l'affranchissement des pays africains du joug colonial.

Dans une déclaration à la presse à sa résidence à Alger, M. Museveni s'est dit ravi d'être en Algérie, affirmant que «*l'Algérie pourra, en travaillant avec l'Afrique de l'Est dont l'Ouganda fait partie, créer un groupe très puissant qui contribue au développement économique, au même titre de son soutien, jadis, à la lutte africaine contre le colonialisme*».

Le président ougandais, qui s'exprimait en marge de sa visite d'Etat en Algérie, a mis l'accent sur l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dans «*l'affranchissement*» du continent de la dépendance économique. Ainsi, il a relevé la nécessité de raffermir les relations commerciales bilatérales entre Etats africains, à l'instar des relations entre l'Algérie et l'Ouganda.

Comme il a mis en relief la nécessité d'appuyer le développement et le progrès en Afrique, à travers la complémentarité du marché africain et le soutien aux créateurs africains de richesses, avec un marché large qui puisse accueillir leurs potentialités.

Après avoir transmis ses salutations et celles du peuple ougandais au président de la République, Abdelmadjid Tebboune et au peuple algérien, Yoweri Museveni a estimé que sa visite en Algérie devrait «*promouvoir les relations en faveur de la libération du continent africain, à travers la coopération avec l'ensemble de nos frères qui militent pour les intérêts légitimes des peuples africains*».

Aussi, il a salué le rôle de l'Algérie au lendemain du recouvrement de sa souveraineté nationale pour la libération des Etats africains du joug colonial européen.

Le président ougandais a rappelé que l'Algérie avait assuré «*l'entraînement de 250 Mozambicains dont 48 ont été sélectionnés pour former le groupe ayant déclenché la guerre contre les Portugais le 25 septembre 1964 et conduit à la défaite de cette force coloniale*».

«*Les Africains seront invincibles s'ils venaient à œuvrer ensemble et à défendre les causes justes des peuples africains*», a-t-il déclaré.

Hier, au troisième jour de sa visite d'Etat en Algérie, le président de la République de l'Ouganda a, par ailleurs, visité le Centre de recherche nucléaire d'Alger. Il était accompagné du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Il est à rappeler que le président ougandais a eu, dimanche, un entretien en tête-à-tête avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, élargi, par la suite, aux membres des délégations des deux pays. A l'issue des ces rencontres, les deux présidents ont présidé la cérémonie de signature de deux accords et cinq mémorandums d'entente dans plusieurs secteurs, dont l'Energie.

Massi Salami

Algérie-UE

Le Président Tebboune reçoit Josep Borrell

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, au siège de la Présidence de la République, le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, qui effectue une visite en Algérie. M. Borrell, s'est dit, à l'occasion de cette visite, «*ému*» de se recueillir au sanctuaire du Martyr à Alger, à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale, rendant hommage à «*toutes celles et tous ceux qui ont perdu leur vie pour l'indépendance de l'Algérie*». «*Emu de me recueillir devant le monument des martyrs algériens*», a-t-il écrit dans un tweet après s'être recueilli au sanctuaire du Martyr, à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale.

R. N.

Aspirant à connecter 6 millions de familles d'ici fin 2024

Le ministre de la Poste : «1 400 zones sont sans internet»

■ *«Selon le bilan du comité créé pour recenser les zones qui n'ont pas encore d'Internet, 1 400 zones ont été enregistrées», a indiqué le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, ajoutant que «d''ici la fin 2024, 6 millions de foyers algériens seront raccordés au réseau de connexion internet fixe».*

Par Thinhinane Khouchi

Ph/D. R.

S'exprimant, hier, devant la Commission des transports de l'Assemblée populaire nationale, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a indiqué qu'un comité a été créé pour recenser les zones qui n'ont pas Internet. «*Ce comité a enregistré 1 400 zones sans internet*». Le ministre de la Poste a souligné, lors de son audition, la nécessité de l'unification des efforts des différents opérateurs afin de suivre le rythme du développement économique. «*La numérisation est un facteur important pour le gouvernement*», a indiqué le ministre. Bibi Triki a également indiqué que «*le nombre d'abonnés à Internet s'élève à 5 millions cette année. Cependant, on aspire à connecter 6 millions de familles à Internet d'ici la fin de 2024*». Comme l'a expliqué le ministre, «*des travaux sont en cours pour connecter les nouveaux quartiers via la technologie de la fibre optique*», précisant que «*500 000 abonnés à Internet ont été atteints grâce à la technologie de la fibre optique*». Le ministre a souligné l'intensification des efforts pour convertir Internet en fibre optique, afin d'atteindre le nombre de 6 millions d'abonnés Internet fixe. «*Des mécanismes ont été mis en place pour fournir Internet dans des zones qui ne dépassent pas 2 000 habitants*». Dans le même contexte, le ministre de la Poste a révélé que les opérateurs ne sont pas obligés de couvrir ces zones avec un service Internet. «*L'Autorité de régulation des télécommunications présentera des enveloppes d'appel d'offres aux opérateurs afin de couvrir ces zones avec Internet*». Dans un contexte connexe, le ministre de la Poste et des Télécommunications a indiqué que 10,4 millions de personnes possèdent une carte postale de paiement. «*Nous aspirons à atteindre 14 millions d'abonnés titulaires de la Gold Card*», a-t-il indiqué. Par ailleurs, interrogé au sujet des travaux de modernisation de la qualité de la connexion, Bibi Triki a avancé que «*la bande passante internationale a été doublée durant les deux dernières années*». En attendant le remplacement des liaisons sous-marines, conformément aux orientations du président de la République, le renforcement des câbles existants a permis d'augmenter la capacité de la bande passante sensiblement. «*Nous sommes,* a-t-il révélé, *sur le point de finaliser une première opération d'extension de câble sous-marins, ce qui nous permettra de rajouter 5tb/s aux capacités existantes*».

T. K.

Après la faillite de SVB

Pétrole : les cours reculent dans un marché nerveux

Les prix du pétrole reculaient hier, les investisseurs se focalisant sur les risques pour le système financier présenté par la faillite de la banque SVB plutôt que sur les fondamentaux du marché de l'or noir.

Dans les séances matinales, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai perdait 4,60%, à 78,97 dollars, repassant sous le cap de 79 dollars pour la première fois depuis début janvier. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en avril, cédait 5,02%, à 72,84 dollars. Après avoir débuté la séance dans le vert, les cours du pétrole se sont repliés dans le sillage des Bourses mondiales et du dollar, les investisseurs étant inquiets de la situation de Silicon Valley Bank (SVB). La faillite de cette banque californienne a forcé les autorités américaines à annoncer des mesures pour protéger les dépôts, afin d'éviter un phénomène de panique sur le marché. «*Les marchés digèrent encore la nouvelle et craignent toujours un phénomène de propagation*», note James Harte, analyste chez TickMill. En effet, la faillite de la Silicon Valley Bank et de la Signature Bank, basée à New York, ainsi que les inquiétudes concernant une éventuelle contagion ont entraîné une chute des actifs américains à la fin de la semaine dernière, ce qui a exercé une pression à la baisse sur le dollar. L'indice du dollar Index était en baisse de 0,2 % dans les échanges matinaux en Asie hier. Le pétrole souffre quand les investisseurs craignent pour la croissance mondiale et privilégient les valeurs refuges. A plus long terme, les déboires du secteur financier pourraient pousser la Réserve fédérale américaine (Fed) «*à moins monter ses taux, ce qui augmenterait les liquidités sur le marché et profiterait au pétrole*», commente Warren Patterson, analyste chez ING. Pourtant, les analystes spécialisés continuent d'estimer que le retour de la demande chinoise va faire grimper les prix à moyen terme : Goldman Sachs mise ainsi sur un prix du baril de Brent à 100 dollars à la fin de l'année. Le cours du Brent avait dépassé ce cap symbolique en mars 2022 dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine, mais avait reculé à partir du milieu de l'année. Le sentiment du marché était fragile car les inquiétudes concernant un nouveau resserrement monétaire par la Fed ont été exacerbées par les stocks élevés de pétrole brut aux États-Unis, ont observé les analystes de la banque ANZ dans une note hier matin. Un billet vert plus faible, qui rend le pétrole moins cher pour les détenteurs d'autres devises, a contribué à soutenir les prix du pétrole. Les commentaires du P-DG de Saudi Aramco, Amin Nasser, sur la demande de pétrole brut de la Chine ont également apporté un peu de soutien. «*Si vous considérez l'ouverture de la Chine, la reprise des carburants pour avions et une capacité de réserve très limitée, nous parlons de 2 millions de barils, donc comme je l'ai dit, nous sommes prudemment optimistes à court et à moyen terme et le marché restera étroitement équilibré*», a-t-il déclaré. Ces commentaires font suite à l'annonce que Riyad et Téhéran ont accepté de rétablir leurs relations diplomatiques dans le cadre d'un accord négocié par la Chine, ouvrant potentiellement la voie à la reprise d'un accord nucléaire qui autoriserait les exportations de brut iranien actuellement interdites. Le faible début de semaine du pétrole représente un ralentissement de l'élan positif de vendredi, lorsque les données sur l'emploi américain ont surpris à la hausse. Les données pour le mois de février ont dépassé les attentes avec une augmentation de 311 000 emplois non agricoles, par rapport aux attentes de 205 000 emplois ajoutés, selon un sondage Reuters. Du point de vue de l'offre à moyen et long terme, la société de services énergétiques Baker Hughes Co a déclaré vendredi que les entreprises énergétiques américaines ont réduit cette semaine le nombre d'appareils de forage de pétrole et de gaz naturel en activité pour une quatrième semaine consécutive, pour la première fois depuis juillet 2020.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

Faillite de SVB, la peur de la contagion

Suite de la page une

Il est important de souligner ce trait caractéristique parce que ce serait d'une part à lui qu'elle doit sa banqueroute, suivant une opinion dominante, et de l'autre à une erreur fatale qu'elle aurait commise, du temps où les taux d'intérêt étaient très bas, quasiment nuls, et qu'elle s'était alors gavée de toutes sortes d'obligations. Puis l'inflation est arrivée et la hausse des taux d'intérêt pour la juguler. Aux Etats-Unis, pendant plusieurs années, le taux directeur de la FED a frisé le zéro, puis, en quelques mois seulement, il a dépassé les 4%. Tout récemment encore, la FED annonçait qu'elle allait l'augmenter à un rythme plus rapide que précédemment, l'inflation se montrant plus intraitable que prévu. C'est sur ces entrefaites que la SVB a rendu l'âme, elle qui l'instant d'avant semblait en bonne santé. En réalité, elle était assise sur ce qu'en langage financier américain on appelle «unrealized losses», son portefeuille d'obligations ayant beaucoup perdu de sa valeur pour cause de hausse des taux d'intérêt. Taux d'intérêt et prix des obligations sont en raison inverse les uns des autres. Il ne restait plus qu'une seule chose, que cela se sache. C'est elle-même qui sans le vouloir va donner l'alerte à ses clients, en vendant, à perte forcément, un paquet de ses obligations, pour être à même de répondre aux demandes de liquidité de ses clients. Il n'en fallait pas plus pour déclencher le coup fatal qui va l'emporter : ses clients venus en masse retirer leur argent de peur de ne pouvoir le faire plus tard. Aucune banque ne peut résister à l'assaut de ses clients pris de panique. Voyant cela, les autorités de régulation prennent son contrôle et la déclarent en faillite, le tout dans la journée même de vendredi, une première dans l'histoire. Il est de règle en effet qu'en pareil cas d'attendre que la semaine se termine avant de prendre les décisions douloureuses qui s'imposent. C'est qu'il y avait urgence. Les régulateurs ont eu peur que la même ruée des clients se produise ailleurs, au niveau d'autres banques, et qu'ils soient alors débordés, ne sachant où donner de la tête, incapables d'arrêter l'effondrement du système bancaire américain.

M. H.

Manifestations du 13 mars 1962 de Taïbet (Touggourt)

Une halte historique pour la défense de l'intégrité territoriale nationale

■ *Les manifestations du 13 mars 1962 qu'a connues la région de Taïbet, wilaya de Touggourt, est l'une des grandes épopées historiques témoignant l'attachement du peuple algérien à son intégrité territoriale nationale, ont souligné d'emblée des académiciens et chercheurs en Histoire, la veille de la commémoration du 61e anniversaire de ces soulèvements.*

Par Safy H.

Ces manifestations témoignaient également des exactions brutales et atroces commises par le colonialisme français à l'encontre du peuple algérien, manifestant sans armes pour exprimer son rejet des desseins coloniaux de division du pays et de confirmer, une fois de plus, son attachement à son unité territoriale nationale.

Dans ce cadre, Mohamed Bensayeh Rabhi, de l'Université «Hamma-Lakhdar» de la wilaya d'El-Oued, a souligné que «*ces soulèvements demeurent à jamais une honte dans l'histoire de la France coloniale qui n'a pas hésité à user de ses armes lourdes pour exterminer un peuple sans armes, se révoltant contre le projet malveillant de De Gaulle tentant de porter atteinte à l'unité nationale et la séparation du Sud du reste du pays*».

«*Ces évènements ont été une riposte claire à la politique coloniale, confirmant l'unité et la cohésion du peuple algérien et l'attachement de la population du sud du pays, à l'instar des autres régions du pays, à l'intégrité territoriale nationale en dépit des manœuvres orchestrées par la France coloniale pour s'accaparer du Sud, de ses richesses et saper l'unité nationale*», a-t-il expliqué.

Les soulèvements du 13 mars 1962, dont la localité de M'Naguer, sud de la daïra de Taïbet, relevant de la Zone 4 de la Wilaya historique VI, en fut le théâtre et constitue un prolongement des manifestations populaires d'autres régions du Sud pour mettre en échec les visées coloniales. S'agissant des manifestations, la population locale s'était regroupée le jour «J» au quartier du vieux marché pour se lancer en marche imposante vers la zaouïa du Cheikh Ali Benseddik, lieu spirituel vénéré pour la population, scandant leur attachement à l'unité nationale, avant d'être réprimés par les forces coloniales qui n'ont pas hésité à user de méthodes féroces contre les manifestants, faisant onze chahid et de nombreux blessés parmi les manifestants, en sus de l'arrestation des dizaines de personnes qui ont subi, au centre de torture de Touggourt, les plus atroces sévices et tortures.

Selon Ahmed Gassi, chercheur en Histoire de la région et des notables du village de M'Naguer, les manifestations, concomitantes avec les négociations d'Evian, ont été secrètement préparées et peaufinées de la part du commandement de la révolution, au terme d'une réunion tenue le 9 mars de la même année au lieu dit «El-Bahri», près de M'Naguer, en présence des militants locaux, auxquels on a confié, ainsi, d'informer les autres bourgades voisins de Taïbet, dont Bakkar, Khobna, Delaili et Bennacer, à une manifestation massive pacifique scandant l'unité nationale et rejetant les desseins coloniaux de diviser l'intégrité territoriale nationale.

Et d'ajouter : «*Bien que ces manifestations populaires aient enregistré des pertes humaines énormes, toutefois elles ont eu un écho positif pour la guerre de Libération nationale, réunissant davantage de soutien et de sympathie auprès de la communauté internationale, mettant à nue les manœuvres et atrocités de la France coloniale*».

Le président de l'association «13 mars 1962» à Taïbet, et enseignant d'Histoire, Laid Sadouki, a affirmé que «*ces imposantes manifestations traduisent la conscience et la maturité politique de la population locale à défendre et protéger la cohésion nationale et l'adhésion autour du Front de libération nationale face aux forces coloniales et ses malveillants desseins*».

«*Ces manifestations requièrent de davantage importance à même d'être retenues au répertoire de la mémoire nationale, dont l'association s'emploie à concocter un programme commémoratif à la hauteur de ces évènements historiques et d'ancrer cet anniversaire chez les générations montantes*», a-t-il ajouté. Marquant cet évènement, un riche programme a été peaufiné par la wilaya de Touggourt consistant en le lancement et l'inauguration d'une série d'opérations de développement dans la commune de M'Naguer, en sus de l'organisation d'une exposition, l'animation de conférences et honorer des membres de la famille révolutionnaire de cette commune.

S. H.

Abou Ras Ennaciri

Une large contribution à l'enrichissement du patrimoine historique algérien

Les participants à une journée d'étude sur «Abou Ras Ennaciri... Cheikh des historiens algériens», organisée dimanche à Mascara, ont mis en exergue la contribution de cet érudit (1751-1823) à l'enrichissement du patrimoine historique algérien. Le Professeur Chouaib Megnounine, de l'Université de Tlemcen, a indiqué que Cheikh Abou Ras Ennaciri El-Mâaskri ne se contentait pas d'écrire dans les domaines de la jurisprudence, de l'interprétation des hadiths et de la théologie, mais avait plutôt des réalisations importantes dans le domaine historique, dont des ouvrages traitant de l'histoire des sociétés maghrébines et de l'Orient, dont «*Gharib al-Akhbar âama kana fi Wahran wa fi El-Andalous*», qui a contribué à l'enrichissement du patrimoine historique algérien.

Le même conférencier a souligné que la plupart des ouvrages de cet érudit intéressent beaucoup les chercheurs en histoire moderne et contemporaine de l'Algérie, ainsi que les doctorants, notamment ceux qui préparent des thèses de fin d'études traitant de l'histoire de l'époque ottomane en Algérie.

Pour sa part, le Professeur Boudaoud Obeid, de l'Université de Tiaret, a soutenu que le savant Abou Ras Ennaciri était capable d'éclairer de manière précise et scientifique l'histoire des Etats et des sociétés de l'Orient arabe et du Maghreb, puisqu'il a écrit plus de 20 livres sur l'histoire à ce propos, outre sa contribution à l'enrichissement du fonds documentaire du patrimoine historique algérien.

Le Pr Fouzia Ledgham, de l'Université de Tiaret, a également souligné qu'Abou Ras Ennaciri était un modèle vivant pour les différents aspects de la vie scientifique en Algérie pendant la période ottomane. «*Un érudit prolifique en termes d'écriture et d'enseignement, qui se distinguait dans le domaine de la mémorisation dans différentes sciences*», a-t-elle soutenu.

Cette journée d'étude a été organisée à l'initiative du Club intellectuel et culturel «El-Bayane» de Mascara, en coordination avec la maison de Culture «Abou-Ras-Ennaciri», à l'occasion de la commémoration du 200e anniversaire du décès de cet érudit, en présence d'enseignants et de chercheurs de plusieurs universités du pays et d'adhérents dans des ateliers de cette structure culturelle, en plus de représentants d'associations à caractère culturel.

Lamine H.

Saïda

Évocation du parcours militant du chahid commandant Zakaria Mejdoub

Le parcours militant du chahid Chaïb Tayeb dit commandant Zakaria Mejdoub a été évoqué lors d'une conférence abritée dimanche par le Musée du moudjahid de la wilaya de Saïda.

«*Le commandant Zakaria Mejdoub était un chef aguerri, connu pour être un vaillant combattant pour l'indépendance du pays de la zone 6 qui comprenait Mascara et Saïda dans la Wilaya V historique*», a indiqué, lors de la rencontre organisée par le bureau de wilaya de l'Organisation pour la préservation de la mémoire en coordination avec la Direction des moudjahidine et ayants droit, l'enseignant Mustapha Halimi, de l'université de Naâma.

Le conférencier a affirmé que Chaïb Tayeb, né en 1933 à Tlemcen, a participé de manière effective dans la préparation de la guerre de Libération nationale contre l'armée coloniale française dans la zone de Saïda avec les combattants qui activaient au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et ceux qui avaient rejoint le Front de libération nationale, lesquels ont participé à la structuration de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la zone 6. «*L'activité du commandant Mejdoub, son action militaire et sa participation dans de nombreuses batailles contre l'armée coloniale française dans la zone 6, lui ont valu d'être promu du grade de lieutenant à celui de commandant de l'ALN*», a-t-il souligné. Pour sa part, l'enseignante Fafa Bekkouche, de l'université de Saïda, a rappelé les actions du chahid commandant Mejdoub et sa participation à de nombreuses opérations armées, dont des batailles et des embuscades contre la soldatesque coloniale française dans la région de Saïda, notamment les batailles de Mimouna, El Merdja, Merkeb Sbaa, Tifrit et Oued El Kifah.

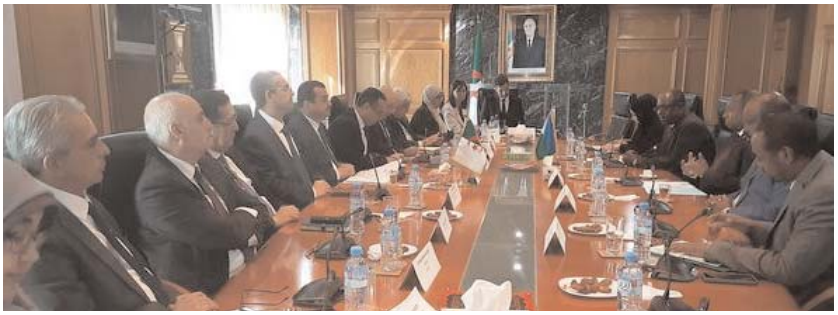
L'intervenante a indiqué que l'armée coloniale française avait équipé un hélicoptère de moyens sophistiqués pour surveiller les communications de ce héros, tombé au champ d'honneur le 4 février 1960 dans la zone de «Z'bar Larta», à El Bayadh, après avoir surveillé ses mouvements. A l'occasion de cette rencontre sur l'histoire, le moudjahid Nehal Moulaya dit Idriss, qui a participé à plusieurs batailles dans la zone de Saïda en compagnie du chahid Zakaria Mejdoub, a été honoré.

Lyes F.

Energie et mines

Arkab examine avec son homologue djiboutien les voies de renforcer la coopération

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a examiné, dimanche à Alger, avec le ministre de l'Energie chargé des ressources naturelles de la République de Djibouti, Yonis Ali Guedi, les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et des mines.



Par Salima K.

A l'issue de cette rencontre, M. Arkab a précisé, dans une déclaration à la presse, que les discussions avec son homologue djiboutien ont porté sur «*la mise en place de bases solides et sûres*» pour la coopération énergétique entre les deux pays, en vue d'exploiter les opportunités d'investissement disponibles, notamment entre les sociétés des deux pays dans tous les segments de la chaîne de valeur du secteur des hydrocarbures, en sus des voies et moyens d'échanger les expertises et la formation entre Sonatrach et la Société internationale des hydrocarbures de Djibouti (SIHD). Les discussions se sont articulées également autour des opportunités de coopération et d'investissement dans le domaine de production et de transport d'électricité, la maintenance, la formation et l'échange d'expertises entre Sonelgaz et la société djiboutienne dans ce domaine, a fait savoir le ministre. Les deux parties ont passé en revue les opportunités de coopération et d'investissement en matière de stockage et de distribution des produits pétroliers, ainsi que la recherche géologique et minière, a-t-il souligné. M. Arkab a souligné l'importance du mémorandum d'entente qui devait être signé hier, affirmant que le document marquera «*un nouveau départ*» dans la coopération énergétique bilatérale. A cet effet, la possibilité de constituer des groupes de travail par spécialité sera étudiée dans le but de développer les projets communs dans les différents domaines de l'énergie et des mines, a ajouté M. Arkab. Pour sa part, le ministre djiboutien a mis en avant le niveau des relations historiques unissant les deux pays, affirmant la détermination de son pays à œuvrer de concert avec l'Algérie à conférer «*une dynamique forte*» à la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie et des mines.Il a ajouté que la convention qui sera signée permettra de booster les relations entre les deux pays, notamment dans les domaines des hydrocarbures, via les compagnies Sonatrach et SIHD. Le ministre djiboutien a souhaité une coopération «*fructueuse et efficace*» entre les deux pays, notamment en matière de formation et d'échange d'expériences. Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère de l'Energie et des Mines, en présence de ses cadres centraux, des présidents de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures-ALNAFT, ainsi que des présidents directeurs généraux (P-DG) des Groupes Sonatrach et Sonelgaz. Les discussions seront couronnées par la signature d'un protocole d'entente entre les deux pays dans le secteur de l'Energie et des Mines. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la visite du ministre djiboutien en Algérie, qui verra, entre autres, la tenue de réunions avec les P-DG des Groupes Sonatrach et Sonelgaz et des visites de terrain à l'Institut algérien du pétrole (IAP), au Centre de recherche et développement de Sonatrach et à la centrale électrique de Cap Djinet.

S. K.

Balance des paiements

Excédent de plus de 11,8 milliards de dollars à fin septembre 2022

Le solde global de la balance des paiements au cours des neuf premiers mois de 2022 a affiché un excédent «*appréciable*» de 11,830 milliards de dollars, contre un déficit de 2,477 milliards de dollars à fin septembre 2021, indique, dimanche, la Banque d'Algérie (BA). Cette hausse reflète la situation macroéconomique du pays durant les neuf premiers mois de l'année écoulée, qui «*s'est nettement amélioré*», souligne la banque centrale dans sa dernière note de conjoncture. Selon la même source, la balance commerciale, au cours des neuf premiers mois de 2022, a enregistré un excédent de 18,06 milliards de dollars contre un déficit de 790 millions de dollars à la même période de 2021. La Banque d'Algérie explique cette performance par la hausse des exportations d'hydrocarbures et la progression des exportations de biens hors hydrocarbures, malgré une légère augmentation des importations de biens. Ainsi, les exportations d'hydrocarbures ont enregistré, à fin septembre 2022, une forte hausse de 18,48 milliards de dollars comparativement à fin septembre 2021, passant de 24,10 milliards de dollars à 42,58 milliards de dollars. Cette augmentation est le résultat de la forte hausse des prix du pétrole et du gaz, note-t-on dans la même note, rappelant que les exportations d'hydrocarbures ont atteint, à fin septembre 2022, leur plus grand niveau depuis huit ans. Hors hydrocarbures, les exportations de biens (FOB) ont atteint 4,35 milliards de dollars à fin septembre 2022, contre 3,08 milliards de dollars à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 1,27 milliard de dollars, indique-t-on. De leur côté, les importations de biens (FOB) ont très légèrement augmenté de 898 millions de dollars (+3,21 %) au cours des neuf premiers mois 2022, par rapport à la même période de l'année précédente, passant ainsi de 27,97 milliards de dollars à 28,87 milliards de dollars à fin septembre 2022, selon la même source.

Croissance économique de 2,8 % au 2e trimestre 2022

Selon la note de conjoncture de la BA, les réserves officielles de change (or monétaire non inclus) s'élèvent à 52,763 milliards équivalent dollars à fin septembre 2022, contre 45,296 milliards équivalent dollars à fin décembre 2021 et 44,724 milliards équivalent dollars à fin septembre 2021, soit des hausses respectives de 7,465 milliards équivalent dollars et de 8,039 milliards équivalent dollars. Le stock d'or monétaire de l'Algérie à fin septembre 2022 est resté inchangé à 5 585 772,702 onces d'or, ajoute-t-on.

Concernant l'activité économique de l'Algérie, elle s'est caractérisée de nouveau, selon la BA, par «*une croissance appréciable de 2,8 %*» au deuxième trimestre 2022. Cette croissance a été soutenue par l'ensemble des secteurs, hormis celui des hydrocarbures qui a enregistré une croissance négative de 1,5 %, souligne-t-on dans le document. Hors hydrocarbures, la croissance du PIB en volume a atteint 3,6 % contre 6,3 % au deuxième trimestre de 2021. En termes d'indicateur de finances publiques, à fin août 2022, le solde global du Trésor s'est «*nettement amélioré*» en enregistrant un excédent de 316,5 milliards DA contre un déficit de 1 111,7 milliards DA à la même période de l'année 2021. Cet excédent est essentiellement dû à la hausse des recettes budgétaires, notamment celles des hydrocarbures, est-il expliqué dans la note. La BA relève aussi un solde positif du Fonds de régulation des recettes (FRR), de 698,1 milliards DA à fin septembre 2022. Ce fonds a été alimenté par les excédents enregistrés en termes de fiscalité pétrolière prévue par la loi de finances de 2022.

Fatah N.

2e édition du FIFTO

Recommandation pour la création d'un pôle de développement de la filière lait

La création d'un pôle de développement de la filière lait est l'une des principales recommandations émises par les participants à la deuxième édition du Festival international du fromage de Tizi-Ouzou (FIFTO), qui a pris fin dimanche. A la clôture de cette manifestation économique, commerciale et scientifique, organisée par le bureau de wilaya de Tizi-Ouzou de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), les participants ont émis une série de recommandations visant à améliorer la filière lait et la production de fromage, en plein essor à Tizi-Ouzou. Parmi ces recommandations, figure la création d'un «pôle spécial développement de la filière de la production laitière». Ce pôle, a-t-on souligné, «*doit être doté d'un soutien particulier, à ses débuts, pour payer le lait crû collecté à son juste prix, puis libérer, à terme, le marché du lait cru*». La nécessaire révision du coût du litre de lait en fonction du coût réel de production a été aussi relevée. Les participants ont aussi mis l'accent sur l'importance de promouvoir le savoir-faire local en matière de production fromagère et d'encourager l'amélioration des fromages fermiers locaux par l'innovation, soulignant que «*les fromages fermiers, qui font la fierté de notre pays, méritent une certification et une labellisation*». Concernant les éleveurs, il a été recommandé de les sensibiliser et de les former à la maîtrise des techniques d'élevage, «*premier garant de la production d'un lait de qualité dont découle la qualité du fromage*», et d'encourager la filière fromagère pour produire des fromages de qualité à la portée de tous et à des prix raisonnables. Les rédacteurs des recommandations adoptées par les participants ont insisté sur la nécessité de la mise en place d'une stratégie de promotion de la production fromagère «*basée sur une approche globale intégrant la durabilité sociale, économique et environnementale des régions concernées*».

N. T.

Tizi-Ouzou

La fabrication du fromage, un métier à promouvoir

■ *L'activité de fabrication du fromage dans la wilaya de Tizi-Ouzou, qui a connu ces dernières années un net essor en alliant modernisation et préservation des méthodes traditionnelles, nécessite d'être accompagnée pour la développer davantage, ont souligné, dimanche, des intervenants dans la filière.*

Par Younès D.

S'exprimant au dernier jour de la deuxième édition du Festival international du fromage de Tizi-Ouzou (FIFTO), ouvert jeudi dernier, de nombreux producteurs de fromages artisanaux, semi-industriels et industriels, ont mis l'accent sur l'importance de cette manifestation pour la promotion de leurs produits par le contact direct avec le consommateur.

La nécessité de renforcer l'accompagnement des banques et des assurances, l'importance de la formation pour une meilleure maîtrise des bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène, la mise en place d'une stratégie de promotion de la production fromagère basée sur une approche globale intégrant la durabilité sociale et économique et environnementale des régions concernées, sont parmi les principales préoccupations soulevées par des spécialistes et des producteurs de fromage approchés par l'APS.

Outre ces aspects liés à l'amélioration de la production du lait et de ses dérivés, quantitativement et qualitativement, le festival a été mis à profit par les participants pour mettre en avant le potentiel de la wilaya de Tizi-Ouzou dans le domaine de l'industrie laitière et de la fabrication de fromage notamment.

Pour rappel, le fromage, appelé localement «Aguglu», était fabriqué jadis par des femmes pour ne pas avoir à jeter l'excédent de lait. Ainsi, dans chaque famille d'éleveur, dans chaque foyer possédant une vache, une chèvre ou une brebis, les femmes transformaient le lait en le faisant cailler, soit naturellement (lorsqu'il fait chaud), soit avec de la sève de figuier (utilisée comme ferment). Le lait ainsi caillé est utilisé pour produire du beurre et du petit lait ou, parfois mais pas souvent, du fromage.

Abandonnée durant une certaine période, la fabrication du fromage a connu un essor grâce à des investisseurs formés qui ont créé des unités industrielles de fromages à pâte molle, notamment. Cette activité industrielle a entraîné dans son sillage le retour à la transformation artisanale du lait frais de vache ou de chèvre pour en faire différents types de fromage, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

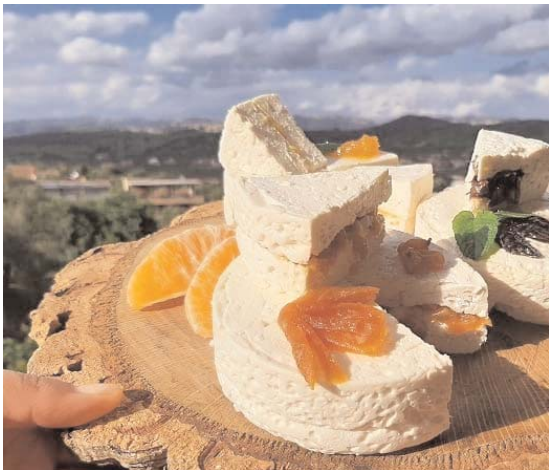
Actuellement, la wilaya de Tizi-Ouzou compte 38 unités de transformation de lait frais de vache et de chèvre, alors que le nombre des laiteries-fromageries était de moins de 18, il y a 7 ans, selon les statistiques communiquées par l'ingénieur agronome Malika Messaoudi, du service Organisation de la production et appui technique (OPAT) à la DSA.

Une riche palette de fromages appréciée par les visiteurs du festival

Une riche palette de fromages à base de lait de vache et de chèvre est produite localement, dont des fromages frais, aux fines herbes, à l'ail et épicé. Les visiteurs du FIFTO, venus en grand nombre, ont eu l'occasion de déguster et d'acheter à prix d'usine grâce à la vente directe producteur-consommateur.

Le festival, organisé par le bureau de wilaya de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), a été inauguré, jeudi dernier, à l'Institut national d'hôtellerie et de tourisme (INHT).

Cinq ambassadeurs, ceux de la République de Croatie, Turquie, Liban, Cameroun, (le 1er jour) et la Roumanie (au 2e jour), ont visité le festival et déclaré avoir apprécié la qualité des fromages exposés.



Y. D.

Oran

Près de 150 exposants au 5e Salon international de l'industrie et de l'exportation

Environ 150 exposants participent, depuis hier à Oran, à la cinquième édition du Salon international de l'industrie et de l'exportation (Oran Invest Expo), a annoncé, dimanche, le commissaire de cette manifestation, Ahmed Hanniche.

Le salon regroupe près de 100 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans le domaine de l'industrie et de l'exportation, ainsi que des entreprises étrangères et des représentants de succursales d'entreprises étrangères activant en Algérie, notamment de Chine, d'Italie, de France, de Turquie et autres.

Dans une déclaration à l'APS, M. Hanniche a souligné que ce salon international, organisé sous l'égide des ministres de l'Industrie et du Commerce et de la Promotion des exportations et le parrainage du wali d'Oran, verra une forte participation de groupes économiques publics activant dans le domaines de l'industrie, de l'énergie, de l'électronique et de la construction.

Il a relevé que le salon s'inscrit dans le cadre des efforts visant à réaliser le décollage économique, à partir de l'année en cours, conformément aux aspirations des hautes autorités du pays, compte tenu des conditions positives actuelles, soulignant que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tient à assurer toutes les conditions et facilités nécessaires pour réaliser un véritable investissement créateur de richesse et de croissance économique durable.

La même source a ajouté que l'objectif de réunir des secteurs vitaux et intégrés dans ce salon est de «créer une dynamique entre les opérateurs, d'impulser le développement et le partenariat, en plus de constituer un espace d'échange entre les professionnels et les opérateurs économiques.

Le commissaire du salon a indiqué que cette manifestation verra, pour la première fois, la participation d'ambassades de plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie, afin de se rapprocher des exposants, des visiteurs et des professionnels et mettre en lumière les opportunités d'investissement direct et d'exportation des produits locaux. Pour encourager les jeunes universitaires et les porteurs de projets innovants, un espace d'exposition gratuit a été attribué à l'Université des Sciences et de la technologie (USTO) «Mohamed-Boudiaf» d'Oran et au Centre universitaire de Maghnia, ainsi qu'aux associations de jeunes entrepreneurs pour leur permettre d'approcher les acteurs économiques et trouver des opportunités pour concrétiser et financer leurs projets.

En marge de ce ssalon de quatre jours, plusieurs conférences-débats seront organisées sur des thèmes liés aux moyens de développer et de moderniser l'activité économique et le partenariat fructueux.

H. N.

Commerce à Mostaganem

Le wali inaugure le Salon national des produits locaux

Les autorités de la wilaya de Mostaganem ont adopté une tangible stratégie visant à promouvoir tous les segments de l'économie locale. C'est justement avec cette détermination que Aissa Boulahya, wali de Mostaganem, s'attelle à organiser l'activité commerciale à tous les niveaux, notamment à l'approche du mois sacré du ramadhan. Pour ce faire, le salon de l'expo-vente des produits locaux a ouvert ses portes pour une semaine, soit du 11 au 18 mars. Approché par notre correspondant à l'occasion de l'ouverture du salon, Sid Ahmed Ghali, directeur du commerce et de la promotion des exportations de Mostaganem, a assuré que cet espace commercial local s'inscrit dans la politique du ministère. Il affirmera que ce salon d'envergure nationale abrite plus d'une quarantaine d'exposants venus de plusieurs wilayas du pays. Les stands présentent aux consommateurs une multitude de produits consommables et devenant une opportunité qui permet non seulement de promouvoir la production nationale mais aussi satisfaire les besoins du consommateur. Cette initiative est profitable à la population de Mostaganem étant donné la flambée des prix, surtout à la veille du mois de ramadhan. Nos services, ajoutera-t-il, se sont déployés afin de réussir cette exposition car il s'agit aussi de redynamiser l'activité commerciale visant à atténuer la pression de l'inflation que connaît le marché aujourd'hui. Le directeur a expliqué également que ce genre de salon représente un outil à part entière dans la stratégie de communication et marketing des entreprises présentes. Il permet notamment de faire connaître les produits et de rencontrer de nouveaux clients. Et de poursuivre : «*En collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie et l'UGCAA, nous œuvrons par des actions périodiques qui vont permettre à l'entreprise nationale d'affirmer sa présence sur le marché, de communiquer ses principaux messages, d'améliorer sa visibilité et d'être mieux connue par les différents publics*». Hadj Mohamed Taifour, coordinateur de wilaya de l'UGCAA, a parlé des changements dans la promotion du commerce comme activité capitale dans le développement économique. Satisfait de la nouvelle dynamique, il a estimé que grâce aux efforts coordonnés, l'économie locale a de beaux jours devant elle. Selon lui, les salons vont très certainement mobiliser les professionnels du commerce à se développer sur le plan du marketing. En revanche, Cherifa Mansour, sécretaire générale de la Chambre de commerce et d'industrie, a affirmé que l'objectif de l'ouverture de cet espace est d'impulser la vente des produits de production nationale à des prix défiants toute concurrence. «*Nous agissons,* dira-t-elle, *sous le slogan ''Consommons les produits de notre pays''. C'est donc une opportunité pour les consommateurs pour disposer des produits à des prix d'usine*».

Lotfi Abdelmadjid

Mexique

Dix morts et cinq blessés dans l'attaque d'un bar

■ *Dix personnes sont décédées et cinq autres blessées lors d'une violente attaque dans un bar au Mexique, ont indiqué, dimanche, les autorités.*

Par Abla S.

Samedi à 23h00 (05h00 GMT), un groupe d'hommes armés a fait irruption et tiré sur les clients et employés de cet établissement situé sur une route reliant les villes de Celaya et Queretaro, dans l'Etat de Guanajuato, au centre du pays. Huit personnes sont mortes, deux femmes et six hommes, sept autres ont été blessées et restent «*non identifiées à l'heure actuelle*», selon le rapport officiel du bureau du procureur de l'Etat. La municipalité d'Apaseo el Grande a fait part quelques heures plus tard du décès à l'hôpital public de Celaya de deux des blessés, une femme de 23 ans et un mineur de 16 ans. Le pronostic vital est réservé pour cinq blessés qui souffrent de graves blessures, ont indiqué des sources officielles.

Le gouvernement de l'Etat de Guanajuato collabore avec le ministère public afin de «*trouver les responsables*» et être «*en contact avec les familles des personnes touchées*», selon un communiqué officiel. Guanajuato, un Etat industriel florissant, est devenu le plus violent du Mexique en raison de rivalités entre les cartels de Santa Rosa de Lima et de Jalisco Nueva Generación autour de leurs activités communes, notamment le trafic de drogue et le vol de carburant. Les deux organisations se disputent avec une extrême violence ce territoire.

Fil T.

Gabon

Le bilan s'alourdit à six morts dans le naufrage du ferry

Le bilan du naufrage d'un ferry, survenu jeudi au large de Libreville, la capitale du Gabon, s'alourdit à six morts, a annoncé, dimanche, le gouvernement gabonais dans un communiqué. Selon le dernier bilan officiel, la tragédie a déjà coûté la vie à six personnes et entraîné la disparition de 31 autres, tandis que 124 personnes ont été secourues. Un ferry, dit «*Ester miracle*» de la compagnie Royal Coast, a coulé jeudi à 03h58 heure locale, au large de Libreville, selon le gouvernement. Ce navire mixte de transport de passagers et de fret reliait Libreville à Port-Gentil, la capitale économique du pays. Les opérations de recherche se poursuivent toujours, a affirmé le gouvernement. Selon des passagers qui ont alerté leurs proches cités par les médias locaux, le navire a brusquement connu une avarie quelque temps après son départ de Libreville. L'équipage a tenté de faire demi-tour vers le port d'attache, sans succès. Le navire était relativement neuf, selon une source proche de la compagnie, citée par les médias locaux.

Quelque 30 migrants portés disparus après un naufrage au large de la Libye

Quelque 30 migrants sont portés disparus après un naufrage au large de la Libye, pendant la tentative de sauvetage par un bateau cargo naviguant dans la zone, ont annoncé, dimanche, les gardes-côtes italiens. «*Pendant les opérations de secours, le bateau s'est retourné en plein transfert des migrants : 17 personnes ont été secourues, mais environ 30 autres sont portées disparues*», ont annoncé les garde-côtes. Ce week-end, des ONG avaient signalé qu'un bateau transportant 47 personnes dérivait à une centaine de kilomètres des côtes libyennes. L'organisation de secours Alarm Phone, qui tient une ligne d'urgence pour migrants en détresse, a été la première dimanche à annoncer que des migrants s'étaient noyés. Alarm Phone a indiqué avoir alerté samedi le Centre de coordination des secours de Rome de la présence de ce bateau en détresse, ainsi que les autorités maltaises et libyennes. Un navire marchand qui se dirigeait vers le bateau de migrants a fait état de difficultés à effectuer un sauvetage en raison du mauvais temps. Pendant ce temps, les autorités libyennes, responsables des efforts de recherche et de sauvetage dans cette zone, ont signalé ne pas avoir de bateaux disponibles et demandé l'aide de Rome, qui a envoyé trois navires marchands qui se trouvaient dans la zone vers le bateau, ont indiqué les gardes-côtes. «*Les opérations de transfert des migrants ont commencé aux premières lueurs du jour par l'un des quatre navires marchands, qui avait atteint l'embarcation en difficulté*», ont déclaré les gardes-côtes. Après avoir embarqué 17 migrants, le navire «Froland» s'est dirigé vers Malte pour débarquer deux migrants nécessitant des soins médicaux urgents.

Madagascar : une vingtaine de morts dans le naufrage d'un bateau au large du nord du pays

Une vingtaine de personnes ont perdu la vie dans la nuit de samedi à dimanche à la suite du naufrage d'un bateau «*non immatriculé*» au large des côtes du nord de Madagascar, a rapporté, dimanche, la presse locale. Au total, 23 corps sans vie et 22 survivants ont été retrouvés après le naufrage de l'embarcation, qui transportait à son bord environ 47 passagers, a précisé Hery Lala Randriamaharivo, commandant de la circonscription de Gendarmerie nationale d'Antsiranana (nord), cité par la presse locale.

Selon la même source, cette embarcation «*non immatriculée*» a quitté samedi soir Ambilobe, dans la région malgache de Diana, et a tenté de rallier «*clandestinement*» l'île de Mayotte, département d'outre-mer de France. Pour l'instant, la cause du naufrage reste inconnue, alors que les éléments de la gendarmerie ainsi que l'équipe de surveillance maritime malgache poursuivent l'opération de sauvetage en mer.

Yol N.

Honduras

Champs de coca et laboratoire de cocaïne saisis

DES CHAMPS de 88 hectares de coca et un laboratoire de cocaïne ont été repérés et saisis dans les montagnes du centre du Honduras, a annoncé, dimanche, l'armée de ce pays d'Amérique centrale. Cette opération dans la commune de Limones, dans le département d'Olancho (centre), à quelque 215 km au nord-est de la capitale, Tegucigalpa, a été le fruit d'un «*travail du renseignement*», a fait valoir un communiqué de l'armée. Plus d'un million de plants de coca et quatre laboratoires clandestins ont été repérés au Honduras depuis le début de l'année. En 2022, 4,12 tonnes de cocaïne avaient été saisies, en baisse par rapport aux 11,72 tonnes saisies en 2021. Le Honduras est un important pays de transit pour la cocaïne colombienne et d'autres stupéfiants destinés principalement au marché nord-américain. Le pays a extradé en juillet vers les Etats-Unis Herlinda Bobadilla, une cheffe de gang présumée de 61 ans, accusée de trafic de drogue, arrêtée en mai lors d'une fusillade au cours de laquelle son fils a été tué. En avril, l'ancien président hondurien, Juan Orlando Hernandez, avait également été extradé vers les Etats-Unis, poursuivi pour trafic drogue, un peu plus d'un an après la condamnation à la prison à vie de son frère Tony par un tribunal de New York.

Seal A.

Espace

La Russie lance une fusée Proton-M avec le satellite relais Luch-5X

LA RUSSIE a lancé hier une fusée porteuse Proton-M avec un étage supérieur Breeze-M, envoyant le satellite relais Luch-5X dans l'espace. La fusée Proton-M a été lancée depuis le cosmodrome de Baïkonour à 02h13 heure de Moscou (23h13 GMT dimanche), a indiqué Roscosmos dans un communiqué. L'étage supérieur s'est séparé du troisième étage de la Proton-M et place actuellement le satellite sur l'orbite désignée. Le système russe de relais spatial multifonctionnel Luch a été mis à l'essai en février 2016.

Les astronautes chinois de Shenzhou-15 seront de retour en juin

L'équipage chinois de Shenzhou-15 reviendra sur Terre en juin, a déclaré, dimanche, l'Agence chinoise des vols spatiaux habités (China Manned Space Agency, CMSA). La combinaison de la station spatiale fonctionne régulièrement et les astronautes de Shenzhou-15 sont en bonne condition, a déclaré la CMSA. La Chine lancera cette année trois missions spatiales pour l'application et le développement de la station spatiale, dont le vaisseau cargo Tianzhou-6, ainsi que les vaisseaux spatiaux avec équipage Shenzhou-16 et Shenzhou-17. Tianzhou-6 a été transporté sur le site de lancement spatial de Wenchang, dans la province méridionale de Hainan, et sera lancé en mai. Les membres d'équipage des deux missions habitées ont été sélectionnés et suivent actuellement une formation.

R. D.

Pyongyang tire deux missiles de croisière

Washington et Séoul lancent d'importantes manœuvres militaires

■ *La Corée du Sud et les États-Unis ont débuté, hier, leurs plus importantes manœuvres militaires conjointes en cinq ans, malgré les menaces de la Corée du Nord, qui a annoncé quelques heures plus tôt avoir tiré deux missiles de croisière depuis un sous-marin.*

Par Rosa C.

Pyongyang a déclaré que son tir visait à vérifier ses «*moyens de dissuasion nucléaire dans différents espaces*», tout en critiquant les exercices «Freedom Shield» entre les forces américaines et sud-coréennes, prévus pour durer au moins dix jours afin de lutter contre les menaces croissantes de Pyongyang.

La Corée du Nord a rapporté que «*les deux missiles de croisière ont frappé précisément la cible prédéfinie dans la mer orientale de Corée*», selon l'agence officielle KCNA, en référence à l'étendue d'eau aussi appelée mer du Japon.

Les sanctions actuelles de l'ONU n'interdisent pas en pratique Pyongyang de tirer des missiles de croisière. Les essais relatifs à son arsenal nucléaire ne lui sont cependant pas permis.

Ce test est lié au fait que Séoul et Washington «*avancent de manière de moins en moins dissimulée dans leurs manœuvres militaires contre la Corée du Nord*», selon KCNA.

L'état-major interarmées sud-coréen a rapporté avoir détecté le lancement, dimanche, d'au moins un missile non identifié depuis un sous-marin nord-coréen, ajoutant que les services de renseignement américains et sud-coréens analysent les faits.

Des images diffusées sur les médias d'État nord-coréens montrent un sous-marin, le «8.24 Yongung», un missile s'élançant vers le ciel, ainsi que de la fumée blanche et des flammes.

Des experts ont exprimé d'«*importants doutes*» quant à l'avancée du programme de sous-marin de Pyongyang. Pour Park Won-gon, professeur à l'université Ewha de Séoul, les images transmises suggèrent que le missile a été tiré au-dessus de la surface de l'eau.

«*Dans ce cas, il est inutile* (d'effectuer un tir) *depuis un sous-marin, car ce n'est pas furtif*», a-t-il observé pour l'AFP.

Les exercices «Freedom Shield» «*impliquent des procédures de temps de guerre pour repousser de potentielles attaques nord-coréennes et conduire une campagne de stabilisation dans le Nord*», a décrit l'armée sud-coréenne.

L'état-major interarmées sud-coréen a insisté sur le fait que ces exercices sont «*défensifs* (et) *se fondent sur un plan opérationnel conjoint*».

Tous les exercices de ce type suscitent l'ire de Pyongyang qui les considère comme des répétitions générales à une invasion de son territoire, et met en garde régulièrement contre une action «*écrasante*» en réponse à ceux-ci. «*La Corée du Nord utilise des missiles pour* (dénoncer) *les exercices conjoints*», a soutenu Go Myong-hyun, chercheur à l'Asan Institute for Policy Studies de Séoul. «*Elle veut souligner que la raison pour laquelle elle développe des missiles est à des fins d'autodéfense*».

Le ministère nord-coréen des Affaires étrangères a également publié hier un communiqué pour critiquer «*le racket vicieux des Américains quant aux ''droits humains''*», après que Washington a annoncé convoquer une réunion à l'ONU cette semaine sur les atteintes aux droits humains en Corée du Nord.

Ph. > D. R.

En 2022, le Nord a qualifié d'«*irréversible*» son statut de puissance nucléaire et a conduit une nombre record d'essais balistiques en violation de résolutions de l'ONU.

Vendredi, KCNA a rapporté que Kim Jong Un avait ordonné à son armée d'intensifier ses manœuvres militaires en vue d'une «*guerre réelle*».

Washington a réaffirmé à plusieurs reprises son engagement «*sans faille*» à défendre la Corée du Sud en utilisant «*toute la gamme de ses capacités militaires, y compris nucléaires*» et récemment cherché à rassurer Séoul quant à leur capacité de dissuasion élargie à leurs alliés.

La Corée du Sud, pour sa part, cherche à apaiser une opinion publique plutôt inquiète quant aux engagements américains en matière de dissuasion dite élargie permettant, grâce à des moyens militaires américains incluant l'arme nucléaire, de prévenir les attaques contre les alliés.

Bien que la politique officielle des deux pays à l'égard du Nord n'ait pas changé, à savoir que le leader nord-coréen doit renoncer à ses armes nucléaires et revenir à la table des négociations, les experts estiment qu'il y a eu un changement en pratique.

Washington a «*effectivement reconnu que la Corée du Nord ne renoncera jamais à son programme nucléaire*», a déclaré à l'AFP le transfuge An Chan-il, directeur de l'Institut mondial d'études nord-coréennes.

«Freedom Shield» sera en conséquence «*très différent – tant sur le plan qualitatif que quantitatif – des exercices conjoints précédents qui ont eu lieu ces dernières années*», a-t-il ajouté.

Il est probable que Pyongyang se servira de Freedom Shield» comme d'une «*excuse*» pour investir davantage dans ses programmes d'armements interdits, selon Chun In-bum, un général de l'armée sud-coréenne à la retraite.

«*Il faut s'attendre à d'autres tirs de missiles, avec des variations de style et de portée, et même à un essai nucléaire. D'autres actes d'intimidation de la part de la Corée du Nord ne seraient pas surprenants*».

R. C.

Commentaire

Analyse **Par Fouzia Mahmoudi**

Comme cela est devenu commun depuis quelques années en France, plusieurs candidats malheureux à l'élection présidentielle ont publié, au cours de cette année, un récit de leur échec. Et si ce sont souvent des personnes de l'entourage qui se lancent dans la mise en avant de leur expérience dans les coulisses de campagnes présidentielles, ce sont depuis quelques années les candidats eux-mêmes qui prennent la plume pour dérouler leur propre histoire et annoncer la suite de leurs projets. C'est le cas notamment d'Éric Zemmour, dont l'ancienne profession d'auteur et de journaliste, a certainement motivé le désir de partager avec le public son aventure présidentielle. Le candidat de Reconquête, parti de droite nationaliste, doit ainsi revenir jeudi sur son échec à la présidentielle dans un livre baptisé «*Je n'ai pas dit mon dernier mot*», à la fois «*récit personnel et intime de la campagne*» et «*analyse politique de fond*», a indiqué son entourage. L'ancien éditorialiste, arrivé en quatrième position à l'élection présidentielle d'avril 2022 avec 7,07 % des suffrages, mais qui n'avait pas réussi à faire élire de députés sous ses couleurs deux mois plus tard, revient «*sur les moments dont il est le plus fier, ses doutes, les leçons tirées de la campagne*», selon son entourage. «*Ça n'est pas qu'un récit, mais aussi une partie prospective : qu'est-ce qu'on en tire pour demain*», a poursuivi la même source. Eric Zemmour avait vendu plus de 250 000 exemplaires de son précédent ouvrage, «*La France n'a pas dit son dernier mot*», édité, comme son nouveau livre, par sa propre maison, Rubempré. Sa sortie doit s'accompagner d'une campagne de promotion soutenue : outre un entretien demain sur CNews, dont il fut longtemps le chroniqueur vedette, l'ancien journaliste entamera une tournée de dédicaces jeudi à Paris avant un déplacement à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et Orange (Vaucluse) la semaine suivante. Reste à voir si cet évènement littéraire suffira à remotiver ses troupes qui ont été déçues par ses résultats en avril 2022. Certaines têtes de gondoles de son parti demandant même, à l'instar de Gilbert Collard, ex-député du Rassemblement National ayant rejoint Reconquête en 2021, à ce que Zemmour cède la main et fasse de Marion Maréchal Le Pen la nouvelle présidente du parti créer par l'ex-journaliste. Toutefois, si le score, bien que très honorable pour une première candidature à la présidentielle, de Zemmour a déçu ceux qui ont abandonné leurs places au RN ou parmi Les Républicains, les militants continuent, eux, à soutenir l'ancien éditorialiste et attendent avec impatience son compte rendu de campagne et surtout la suite de son périple politique.

F. M.

Sahara Occidental/Maroc

Appel à mettre un terme à la répression marocaine contre les détenus sahraouis

L'Association pour la protection des défenseurs sahraouis des droits humains «Soleil de la liberté» a exprimé sa «*profonde préoccupation*» face aux mesures répressives que l'administration pénitentiaire marocaine a prises, suite à la déportation arbitraire de prisonniers sahraouis loin de leurs familles, aux durs traitements infligés à ces derniers et à la confiscation de leurs droits légitimes.

Dans un communiqué, «Soleil de la liberté» a mis en garde contre la «*gravité*» de ce à quoi sont exposés les détenus sahraouis, y compris les défenseurs des droits de l'Homme, et a appelé la communauté internationale à «*prendre des mesures pour les protéger et faire respecter le droit international*».

«*L'approche répressive adoptée par les autorités d'occupation marocaines contre les Sahraouis depuis des années indique que les violations à leur encontre s'intensifient à travers la suppression et l'étouffement des libertés publiques dans les villes occupées*», a souligné l'association, ajoutant que les détenus sahraouis dans les prisons marocaines et leurs familles sont «*les plus visés*».

L'association a, en outre, affirmé que «*l'Etat occupant a la responsabilité juridique des violations qu'il commet à l'égard des détenus politiques sahraouis en tant que puissance occupante*», conformément à la quatrième Convention de Genève de 1949, et qu'il est tenu d'appliquer les règles pour le traitement des détenus énoncées dans cette Convention, et les Règles Nelson-Mandela de 1955 relatives au traitement des prisonniers.

Soulignant que la poursuite par l'occupant marocain de sa politique de représailles et de vengeance «*constitue une violation du droit international*», l'association «Soleil de la liberté» a appelé la communauté internationale à «*assumer ses responsabilités juridiques et morales envers les Sahraouis, y compris les prisonniers politiques dans les geôles marocaines, et à agir pour contraindre l'Etat occupant à respecter les dispositions de la loi et veiller à ce que les prisonniers politiques sahraouis jouissent de leurs droits*».

Selon un communiqué publié par la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis, les détenus dans les geôles de l'occupant marocain «*sont soumis à des traitements cruels et dégradants et souffrent de nombreuses violations systématiques, telles que la négligence médicale, l'exposition à diverses formes de torture, l'isolement, la privation de visites familiales et la privation de communication par téléphone...*».

R. M.

OGC Nice

Digard : «Boudaoui nous impressionne chaque week-end»

L'entraîneur de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football), Didier Digard, a fait part de son admiration pour le milieu international algérien Hicham Boudaoui, relevant sa capacité à enchaîner les «*matchs de très haut niveau*». «*Il enchaîne des matchs de très haut niveau, et dans le football c'est ça qui est dur. Il y a beaucoup de joueurs qui sont forts sur des courtes périodes ou sur un match, lui il est fort dans la durée, et c'est vraiment une bonne chose. Il nous impressionne chaque week-end*», a-t-il indiqué en conférence de presse, cité dimanche par le journal «*Nice-Matin*». Boudaoui (23 ans) s'était engagé avec Nice en septembre 2019, pour un contrat de cinq saisons, en provenance du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie). En janvier dernier, il a prolongé pour trois saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2027.

«*Franchement, je le crois capable de tout. Il fait partie des joueurs auxquels je n'arrive pas à trouver des limites. Il a beaucoup d'ambitions, je suis sûr qu'il finira par les réaliser*», a-t-il ajouté. Boudaoui (11 sélections avec la sélection algérienne), compte 22 apparitions cette saison avec Nice, toutes compétitions confondues.

MO Béjaïa

Le Conseil d'administration démissionne

Les jours se suivent et se ressemblent pour le MO Béjaïa qui continue de manger son pain noir en Inter Régions et risque de rétrograder encore plus bas, soit en régionale une. Le club est entré maintenant dans une véritable crise après la défaite concédée samedi dernier face à un sérieux candidat à l'accession, la JS Jijel, sur le score de (1/0). Ainsi, les membres du Conseil d'administration ont décidé tous de démissionner, après ce qu'ils ont enduré durant ce match et les insultes qui fusaient des gradins. Lors d'une courte vidéo, le vice-président, El Hachemi Belamri, a annoncé, avant-hier soir, sa décision ainsi que tous les autres dirigeants de démissionner, vu qu'ils ne peuvent pas continuer à travailler dans ce climat malsain. «*Durant toute la partie, on a été insultés par des individus manipulés, sachant que les manipulateurs ne se trouvaient même pas dans les gradins*», a indiqué le dirigeant du MOB qui ajoutera qu'il est incompréhensible qu'on s'en prenne même à leurs familles. «*Trop, c'est trop. Nous avons tant sacrifié et délaissé nos familles pour aider le club à sortir du tunnel, sachant qu'on était relégable. Mais cela ne semble pas satisfaire ces personnes incrédules qui ne sont là que pour faire du mal au club*», dira Belamri, rappelant que cette décision est définitive.

M. M.

Judo / Open Africain de Tunis (2e journée)

Sept nouvelles médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo a porté son total à treize médailles à l'Open Africain de Tunis, en glanant sept nouvelles médailles lors de la deuxième et dernière journée de compétition, disputée dimanche. Sur les sept nouvelles médailles, deux sont en or : elles ont été remportées par Benazoug Imad Aghiles, chez les moins de 81 kilos, et Mohamed

El Mehdi Lili chez les plus de 100 kilos, au moment où Rédha Lamri s'est contenté de la médaille d'argent, après sa défaite en finale des moins de 100 kilos. Les quatre autres médailles glanées par la sélection algérienne au cours de cette deuxième journée de compétition étaient en bronze et l'œuvre de Souad Bellakhal (-70 kg), Rayane Zakaria Benatia (-90 kg), Oussama Kabri (-90 kg) et Islam Bouyemout (-100 kg). Samedi, lors de la première journée de compétition, l'Algérie avait glané neuf médailles : 1 or, 1 argent et 7 bronze. La médaille d'or a été décrochée par Zina Bouakkache chez les moins de 57 kilos, alors que la médaille d'argent a été l'œuvre d'Imène Rezzoug chez les moins de 48 kilos. Pour ce qui est des sept breloques en bronze, elles ont été remportées par Faïza Aïssahine (-52 kg), Amina Rezzoug (-63 kg), Khadidja Bekheira (-57 kg), Ahmed Mehibal (-73 kg), Rachid Cherrad (-66 kg), Kaïs Moudathir (-66 kg) et Billel Yagoubi (-60 kg).

Conférence de presse de Abdelhakim Serrar, président du CA de la SSPA «Green Eagles»

«La venue de Sonelgaz nous donnera des ailes»

L'Entente de Sétif est prête à accueillir le nouveau repreneur du club, à savoir le Groupe de production et de distribution de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, a révélé, avant-hier soir, le président du Conseil d'administration de la SSPA «Green Eagles», Abdelhakim Serrar, qui s'est rendu avant-hier au siège du Groupe, accompagné du président du Club amateur, Kamel Lafi, de l'expert financier, Mohamed Yahiaoui et de l'expert judiciaire, Nabil Beniya, pour rencontrer le DG de Sonelgaz, Mourad Aâdjal.

Par Mahfoud M.

Serrar a affirmé, lors d'une conférence de presse qu'il a animée à l'hôtel Olympic de Delly Ibrahim à Alger, que son club dispose de tous les bilans de la période du professionnalisme, à savoir les 12 dernières années, ce qui facilitera à coup sûr le nouvel actionnaire majoritaire qui aura besoin de toutes les données avant de s'engager financièrement, ajoutant que la venue de Sonelgaz donnera des ailes à l'ESS. «*A l'Entente, nous n'avons rien à cacher et notre gestion reste transparente. Nous sommes l'un des rares clubs à avoir payé au moins cinq salaires aux joueurs*», a indiqué le premier responsable du club phare des Hauts-Plateaux, rappelant que les dettes du club ne dépassent pas les 70 milliards de centimes. Pour ce qui est des discussions avec le DG de Sonelgaz, il dira qu'elles ont été fructueuses et que ce dernier a avoué que le Groupe sera prêt à accompagner le club pour l'amener vers de nouvelles victoires sportives. De son côté, le président du Club amateur, Kamel Lafi, avouera : «*La venue d'une société nationale pour reprendre le club était un rêve pour tout supporteur de l'ESS, et il est clair qu'aucun dirigeant ne s'opposera à la reprise du club par Sonelgaz. Tous les détails seront réglés d'ici dix jours*». L'expert financier et économique et conseiller de l'Entente, Mohamed Yahiaoui, a abondé dans le même sens, affirmant que le club est prêt à finaliser cette opération de reprise par Sonelgaz. Il a rappelé que l'Entente a été valorisée à 120 milliards pour son palmarès, et qu'il appartiendra au nouveau repreneur d'augmenter le capital de la SSPA ensuite. Il affirmera que cette année la direction a ajouté les contrats des 27 joueurs dans la valeur marchande du club, ce qui est une première en Algérie. Enfin, Serrar reprendra la parole pour souligner que la venue de Sonelgaz ne veut pas dire qu'il faudra se croiser les bras. «*Sonlegaz devrait permettre au club d'obtenir des investissements très intéressants, surtout pour ce qui est du volet formation, avec la construction d'un centre qui profitera beaucoup au club*».

M. M.

Ph. > D. R.

Les dirigeants heureux de l'arrivée de Sonelgaz pour reprendre l'ESS

Championnat d'Angleterre (27e J)

Benrahma signe son 8e but de la saison

L'ailier international algérien de West Ham, Saïd Benrahma, a signé, dimanche, son huitième but de la saison, toutes compétitions confondues, lors du match nul concédé à domicile face à Aston Villa (1-1), dans le cadre de la 27e journée de la Premier league anglaise de football. Les visiteurs ont ouvert le score grâce à Watkins (17e), avant que Benrahma n'égalise sur penalty (26e). Une nouvelle réalisation qui lui permet d'occuper désormais la position de co-meilleur buteur de son équipe avec l'Anglais Jarrod Browen, avec 8 buts chacun. Benrahma (27 ans) a enchaîné à l'occasion une cinquième titularisation de suite, et confirme son retour dans les plans de l'entraîneur écossais David Moyes. A l'issue de ce résultat, les «Hammers» restent sérieusement menacés par le spectre de la relégation en occupant la 17e position de premier non relégable avec 24 points. L'Algérien a marqué 8 buts et délivré 5 passes décisives, en 36 apparitions cette saison, toutes compétitions confondues. Benrahma (19 sélections/ 1 but) avait rejoint West Ham en 2021 pour un contrat de cinq saisons, en provenance de Brentford (Angleterre).

CAN-2023 (U23)

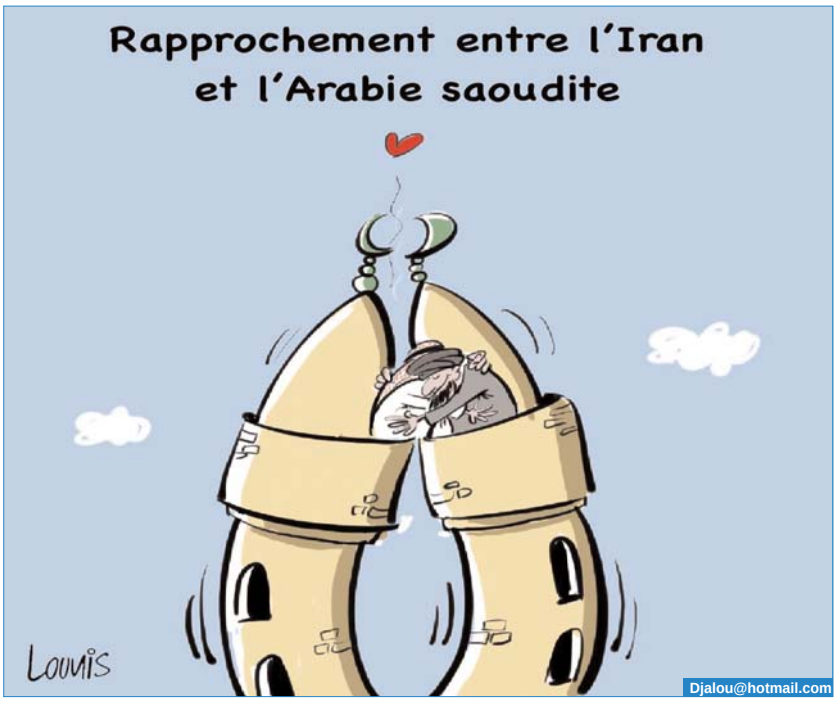
L'EN s'incline face au CSC

L'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) s'est inclinée face au CS Constantine (1-2), mi-temps (1-1), en match amical disputé dimanche après-midi au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba, en préparation de la double confrontation face au Ghana en mars, comptant pour le 3e et dernier tour qualificatif de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023. Les deux buts de la formation constantinoise ont été inscrits par Harrari (36e) et Abdelhafid (83e), alors que l'unique réalisation des U23 a été marquée par le sociétaire du CS Constantine, Temine (45e+1). Cette rencontre d'application est venue boucler un stage entamé jeudi par les U23 à Annaba. Il s'agit du deuxième regroupement effectué par la sélection nationale sous la houlette du sélectionneur Noureddine Ould Ali, après celui effectué à Alger, ponctué par un test amical face à l'équipe nationale militaire (2-2). Réhabilitée par la Confédération africaine (CAF) après la disqualification de la RD Congo pour avoir aligné, aux éliminatoires de la CAN-2019, un joueur dont la date de naissance avait été falsifiée, l'Algérie devait affronter l'Ethiopie au 2e tour (bis), mais défiera finalement le Ghana au 3e et dernier tour qualificatif, après le retrait des Ethiopiens. Le match aller entre les sélections algérienne et ghanéenne aura lieu le vendredi 24 mars au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba (22h00), alors que la seconde manche se jouera le mardi 28 mars à Kumasi. La CAN U23 se jouera du 2 au 26 novembre 2023. Les trois premiers du rendez-vous continental représenteront l'Afrique aux Jeux olympiques JO-2024 à Paris (26 juillet - 11 août).

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com



Après-vente automobile

Ouverture du Salon Equip Auto réunissant 200 exposants

LA 16e ÉDITION du Salon international de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité (Equip Auto Algeria) s'est ouvert hier à Alger, avec la participation de près de 200 exposants algériens et étrangers, ainsi que des entreprises et organismes publics.

Ce salon, qui se tiendra jusqu'au 16 mars au Palais des expositions Pins-maritimes, Safex, regroupe des entreprises et marques en activité dans tous les secteurs du marché de la réparation-maintenance automobile, des services et des activités complémentaires.

Outre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP), plusieurs organismes sous tutelle du ministère de l'Industrie y prennent part, entre autres, l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac), la Bourse algérienne de sous-traitance et du partenariat, le Fonds de garantie des crédits aux PME, l'Agence ANDPME-PI, l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière, l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'Office national de la métrologie légale (ONML). Considéré comme un salon de référence des acteurs du marché de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité en Afrique du Nord, l'événement se tient avec près de 70 % d'exposants étrangers, issus d'une dizaine de pays, à savoir la Turquie, Chine, Pologne, Emirats arabes unis, Corée du Sud, Tunisie, Inde, France et Taiwan. Parmi les exposants présents à cette édition, une forte participation d'entreprises venant de Chine et de Turquie, sous le pavillon national de leur pays.

R. T.

Fête de l'olivier d'Ath Zaïm (Maatkas) du 15 au 18 mars

Près d'une centaine de participants venus de 13 wilayas attendus

■ *La 9e édition de la fête de l'olivier s'ouvre ce mercredi au village Ait Zaim, dans la commune de Maatkas (25 km au sud-ouest de Tizi Ouzou), à l'initiative de l'association culturelle Tigejedit n'Ath Zaïm, en collaboration avec la mairie de Maatkas, de l'APW, des directions locales de la culture, des services agricoles et du mouvement associatif local.*

Par Hamid Messir

Les organisateurs attendent près d'une centaine de participants de pas moins de 13 wilayas, notamment Alger, Bouira, Béjaia, Boumerdès, Ouargla, Touggourt, Chlef, Annaba, Sétif et Tissemsilt. Au programme de cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 18 mars courant, des expositions-vente d'huile d'olive, de l'olive de table, des sous-produits de l'olivier (grignons, margine et bois), du matériel de récolte, de taille et d'extraction, des plants, des plantes médicinales, de l'artisanat (poterie, bijoux, robes kabyles et autres), en plus de l'exposition de repas traditionnels et de livres. Des ateliers de démonstration de plantation, de greffage, de taille de l'olivier et d'extraction traditionnelle d'huile d'olive, de l'animation artistique et des visites guidées dans les huileries sont également au programme de la fête de l'olivier de Maatkas. Une

série de communications en relation avec l'olivier, notamment les résidus des huileries, et toute l'activité de la filière oléicole seront animées par des spécialistes en la matière durant ces journées de fête. Il y aura également de la poésie, des chants, des galas, du théâtre, une projection de films documentaires au programme de la fête de l'olivier.

H. M.

Avec le renouvellement de leur partenariat

Ooredoo et le CRA s'engagent sur plusieurs projets humanitaires et caritatifs

CONSOLIDANT son engagement d'entreprise socialement responsable, Ooredoo a organisé, ce lundi 13 mars 2023, au niveau de son siège sis à Ouled Fayet, à Alger, une cérémonie de signature d'une convention de partenariat avec le Croissant Rouge Algérien (CRA).Cette convention de partenariat a été paraphée par la Présidente du Croissant-Rouge algérien, Dr Ibtissem Hamlaoui, et le Directeur général par intérim de Ooredoo Algérie, M. Roni Tohme, en présence du top management de Ooredoo et des représentants du Croissant-Rouge algérien.

En vertu de ce nouveau partenariat, Ooredoo s'engage à accompagner le Croissant-Rouge algérien dans ses nobles missions en faveur de la société algérienne, à travers la concrétisation de plusieurs projets humanitaires et caritatifs, et la mise en place d'un programme d'actions communes s'inscrivant dans le cadre de la solidarité nationale.

Il s'agit, entre autres, de la contribution de Ooredoo à financer les restaurants «El Hilal» durant le mois de ramadhan 2023, qui seront ouverts par le CRA au profit des jeûneurs à travers les différentes régions du pays, la distribution de couffins aux familles démunies, l'accompagnement du CRA avec des outils de communication en Voix et Data et des outils de connexion Internet à haut débit, la réalisation d'un projet de développement durable ainsi que d'autres actions en faveur des franges vulnérables de la société.

En tant qu'entreprise citoyenne, Ooredoo œuvre à promouvoir et à valoriser les actions de solidarité et d'entraide et confirme son attachement indéfectible aux actions d'intérêt général au sein de la société algérienne.

C. P.

Caisse nationale des retraites

Début de la Semaine de l'aide sociale à domicile

LA CAISSE nationale des retraites organise, à partir d'aujourd'hui, la Semaine de l'aide sociale à domicile pour faire connaître les mécanismes mis en place au profit des retraités, des invalides, des personnes âgées et des handicapés, en vue d'humaniser la relation avec ces catégories et de prendre en charge au mieux leurs préoccupations, a indiqué, hier, un communiqué de l'établissement.

En 2022, plus 18 000 retraités et ayants droit ont reçu des visites dans le cadre du dispositif d'aide sociale à domicile, bénéficiant ainsi d'un accompagnement dans leurs démarches administratives pour obtenir des appareils et accessoires médicaux (fauteuils roulants et appareils auditifs) sans se déplacer, a précisé le communiqué.

La Caisse nationale des retraites dispose, au niveau de toutes ses agences locales, d'assistants sociaux qualifiés, qui identifient, selon des critères précis, les retraités nécessitant une visite à partir du fichier national des retraités inscrits auprès des services de la Sécurité sociale, a souligné la même source.

L. M.

Arts plastiques

Décès de l'artiste plasticien Mustapha Belkahla

L'artiste plasticien et ancien directeur du Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie, Mustapha Belkahla, est décédé, dimanche à Alger, à l'âge de 74 ans, a-t-on appris auprès de son entourage.

Né en 1949, Belkahla était connu pour ses nombreuses œuvres d'arts plastiques dont la miniature, qu'il avait présentées dans plusieurs expositions en Algérie et à l'étranger.

L'artiste avait voué sa vie à la préservation de cet art, en particulier dans les domaines de la calligraphie arabe et de l'enluminure. Entre 2007 et 2016, le défunt a occupé plusieurs postes, notamment celui de directeur du Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie «Mustapha-Pacha» à Alger et de directeur de l'Association des beaux-arts d'Alger, dont il était l'un des fondateurs, de même qu'il a été commissaire du Festival international de la calligraphie arabe, de la miniature et de l'enluminure.

L'artiste Mustapha Belkahla avait récemment été honoré, au siège du Musée «Mustapha-Pacha», pour l'ensemble de ses œuvres d'arts plastiques ainsi que ses créations et contributions en vue de préserver cet art notamment à travers la formation.

R. C.